

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

### ST 8 Représentations et labellisations de la « guerre » : pour une sociologie interprétativiste des systèmes de classification de la conflictualité internationale

GONZALEZ, Johanna  
Centre Emile Durkheim  
Sciences Po Bordeaux  
Université de Bordeaux  
[johanna.gonzalez.scpobdx@gmail.com](mailto:johanna.gonzalez.scpobdx@gmail.com)

#### Violence armée en Colombie: « conflit armé », « guerre civile », « violence interne » ou « lutte contre le terrorisme? »

*« Mal nommer les choses c'est ajouter au malheur du monde »  
Albert Camus*

Lorsque l'on analyse la violence (les violences) en Colombie, la première difficulté rencontrée est la délimitation de l'objet d'étude. S'il est exact que la Colombie est considérée depuis plusieurs dizaines d'années comme l'un des pays les plus violents du monde, avec un taux d'homicides dépassant, en 1999, les 60 morts par tranche de cent mille habitants et se situant toujours en 2010 autour des 34 homicides par tranche de cent mille habitants (soit 17.717 tués)<sup>1</sup>, il faut cependant rappeler que les causes de ces violences peuvent être difficilement attribuées à une origine unique (violence politique, violence de droit commun, violence intra-familiale) ou à un type précis d'affrontement armé, que ce soit un conflit interne ou externe, ou le résultat d'actions terroristes. D'un point de vue purement statistique, à partir des données de 2010, seules 6,2 %<sup>2</sup> des violences recensées sont qualifiées de violences sociopolitiques<sup>3</sup>. Le reste se divise ainsi: 0,9% de violences familiales, 11,7% de violences de droit commun, 2,8% de violences économiques, 78,2% de violences relevant d'une catégorie qualifiée de « sans information sur les circonstances »<sup>4</sup>. L'importance de cette dernière classification, ajoutée à la sous évaluation du nombre d'actes violents et à l'impossibilité pour les statistiques de distinguer entre la violence générée par les groupes armés (FARC, ELN et Bacrim<sup>5</sup>) et celle générée par d'autres groupes moins structurés comme la

<sup>1</sup> « Homicidios en Colombia crecen 16,2% », *Semana*, 4 de mayo de 2010, (en ligne). Disponible sur <http://www.semana.com/noticias-nacion/homicidios-colombia-crecen-162/138457.aspx>

<sup>2</sup> Le faible impact sur les statistiques de la « *violencia sociopolítica* » sur le taux d'homicides colombien a été sérieusement remis en question par des recherches récentes, en particulier, par Mauricio Rubio. Selon Rubio, l'interprétation dominante a sous-évalué la responsabilité des organisations armées illégales sur le taux d'homicides du pays, tout en imputant presque toute la responsabilité du problème aux « conflits quotidiens entre les colombiens ». Rubio souligne, avant tout, le manque de preuve empirique de ceux qui affirment de façon « catégorique » que seulement moins de 10% des homicides dans le pays trouveraient une origine dans le conflit armé. En effet, étant donné les taux élevés d'impunité et la difficulté à identifier les criminels, comment déterminer le nombre de morts résultant de la subversion? Mauricio Rubio, *Crimen e impunidad: Precisiones sobre la violencia*, Bogotá, Tercer Mundo Editores, CEDE, Uniandes, 1999. pp. 71 et ss.

<sup>3</sup> Selon l'*Instituto de Medicina Legal y Ciencias Forenses* Colombien, la violence sociopolitique se divise entre : action de guérilla, action militaire, action paramilitaire, assassinat politique, affrontement armé, intervention légale, enlèvement, terrorisme, violence contre des groupes déqualifiés ou marginaux.

<sup>4</sup> Germán Alberto De la hoz Bohórquez, *Homicidio Colombia 2010*, Bogotá, Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses de Colombia, 2010.

<sup>5</sup> Les principaux groupes armés colombiens sont la guérilla des FARC-EP (Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia-Ejército del Pueblo /Forces Armées Revolutionnaires), qui fut à l'origine (1964) un mouvement de

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

délinquance de droit commun, compliquent le travail des chercheurs qui tentent d'élaborer un panorama quantitatif ou qualitatif de l'intensité et de l'étendue de la violence en Colombie. De plus, comment délimiter les frontières de ce qui relève du politique et de ce qui relève d'autres dimensions? Selon Daniel Pécaut, « *on peut estimer que les narcotrafiquants ne sont pas des acteurs politiques. Mais lorsqu'ils interviennent par la corruption dans les processus électoraux et dans les décisions judiciaires, ne deviennent-ils pas des protagonistes politiques et, a fortiori, lorsqu'ils usent massivement de la terreur pour faire plier l'État ? A l'inverse, les guérillas sont à coup sûr des acteurs politiques. Mais le sont-elles encore lorsqu'elles consacrent une grande partie de leurs activités au racket et aux enlèvements et recourent parfois pour les mener à bien aux services de délinquants organisés ou de tueurs à solde ? Quant à la violence quotidienne, celle des meurtres crapuleux, des vengeances ou des règlements de compte, ne revêt-elle pas dans bien des cas un caractère politique dans la mesure où elle peut traduire aussi une rage sociale et résulte aussi de la défaillance des appareils juridico-policiers ?* »<sup>6</sup>

Si l'on décide de réduire le champ de l'étude et de se concentrer sur la violence liée au comportement des acteurs considérés traditionnellement comme « politiques » (État, guérilla, paramilitaires), un nouveau dilemme se présente : comment caractériser et quel nom donner à la situation colombienne? S'agit-il d'un conflit armé interne? Et plus précisément d'une guerre civile? Ou bien s'agit-il d'un cas de « lutte contre le terrorisme »? La réponse n'est pas seulement importante pour le débat académique mais elle a aussi des répercussions significatives sur l'ordre juridique interne et le comportement politique : « *il ne s'agit pas d'une discussion sémantique (...)* La clarté des concepts dans le cas qui nous préoccupe est du plus grand intérêt pour de profondes raisons pratiques. Il intéresse, en premier lieu, le chemin choisi localement pour arriver à la paix. N'importe quel concept que l'on choisit définit la nature du conflit et conditionne ainsi la gamme des possibilités pour trouver une solution. Cela concerne, en second lieu, les relations formelles entre le pays et le monde extérieur. L'application du droit international a été traditionnellement déterminée par le type de classification d'un conflit. Enfin, il intéresse les relations informelles avec la communauté internationale. L'opinion publique a acquis un rôle de plus en plus important dans la politique internationale où l'agenda interventionniste, motivé par des sentiments "humanitaires", menace de modifier le principe de souveraineté. Dans ce contexte, les perceptions extérieures sur le conflit pourraient influencer sur la prise de décision de façon significative – depuis les niveaux et les orientations de l'aide internationale jusqu'à une possible intervention armée »<sup>7</sup>.

En Colombie, la société civile n'a pas d'outils à sa disposition lui permettant d'exprimer et de matérialiser son opinion sur la nature de la violence armée, étant donné que le débat sur le sujet est confisqué par les acteurs armés, gouvernement colombien inclus, qui recherchent un consensus

---

tendance marxiste-léniniste; la guérilla de l'ELN (Ejército de Liberación Nacional), qui naquit aussi en 1964 et revendique une tradition castriste; et les Bacrim (les bandes criminelles émergentes), parmi lesquelles on peut citer les *Águilas Negras* (Aigles Noires) et l'*ERPAC* (Ejército revolucionario popular anticomunista-Armée révolutionnaire Populaire Anticomuniste), sont les forces qui se constituent en Colombie à partir de 2006, date de la démobilisation des Autodéfenses unies de Colombie (AUC), ancien groupe paramilitaire. Selon les sources officielles colombiennes, les Bacrim regroupent d'anciens cadres des AUC et des nouvelles recrues (des civiles, des anciens paramilitaires mais aussi des anciens membres des guérillas FARC et ELN), se caractérisent par une structure de commandement de type militaire et la capacité à utiliser la force dans certains territoires, sur une échelle plus réduite que les AUC.

<sup>6</sup> Daniel Pécaut, « De la banalité de la violence à la terreur: le cas colombien », *Cultures & Conflits*, no. 24-25, 1997, p. 160.

<sup>7</sup> Eduardo Pizarro Leongómez, « No es asunto de semántica: ¿conflicto armado o amenaza terrorista? », *La Estrategia Terrorista : Las razones del Presidente Uribe para no aceptar la existencia de un conflicto armado interno en Colombia*, ed par Botero Campuzano (Libardo), Bogotá, Fundación Centro de Pensamiento Primero Colombia, Fundación Konrad Adenauer Stiftung, 2007. p. 224.

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

absolu sur ce thème. Récemment, lors des débats au Congrès sur la « *Ley de Victimias* »<sup>8</sup>, il a été de nouveau mis en évidence un réel vide conceptuel au moment de définir si la Colombie vivait un conflit interne, ou simplement, était aux prises avec une lutte contre un groupe de terroristes coupés de la société, et par conséquent, éloignés des intérêts de l'ensemble des citoyens. Il semblerait cependant qu'il n'existe pas un concept unique qui pourrait définir toutes les différentes formes de violence qui affectent le pays, « *en partie, parce que les concepts utilisés proviennent d'autres expériences historiques; en partie, à cause de l'apathie de la majorité sur les buts déclarés de la violence et parce que les usages politiques des définitions ne coïncident pas toujours avec les caractérisations des historiens ou, mieux encore, parce que les manières actuelles de nommer le conflit comportent des formes de valorisation et des intentions pragmatiques que les acteurs impriment à leur discours pour obtenir l'appui de la population ou pour définir des objectifs, plus ou moins occultes, qui justifient un recours à la force* »<sup>9</sup>

En partant de la prémisse qu'il n'existe pas une précision mathématique sur la portée des concepts « conflit armé interne ou menace terroriste », cette communication vise à présenter l'évolution du discours sur la guerre dans le cadre de la violence en Colombie, pour démontrer que le choix de l'un ou l'autre concept n'obéit pas généralement à une volonté de mieux connaître la réalité du pays, mais répond plutôt aux intérêts des acteurs armés (gouvernementaux et non gouvernementaux) dans leur recherche de remporter la lutte tant sur le plan matériel que linguistique. Pour cela, dans une première partie, nous présenterons les principaux aspects qui caractérisent la situation colombienne actuelle: contexte socio-politique et économique, acteurs, interactions, formes de lutte et principales actions armées. Dans une seconde partie, nous testerons les principaux concepts utilisés pour décrire la confrontation armée en Colombie: lutte contre le terrorisme, conflit armé et guerre civile.

### ***I. Panorama de la violence en Colombie***

Afin de pouvoir tester les différents concepts qui pourraient définir la situation de violence que connaît la Colombie, il est important de présenter un panorama général de la situation colombienne (contexte socio-économique) en même temps que les éléments généraux, mais déterminants, des dynamiques de violence qui se développent dans le pays.

#### ***a. La Colombie, entre le développement et la lutte contre la violence***

La Colombie est un pays de 46 millions d'habitants, étendu comme deux fois la France, avec une importante façade maritime sur chacun des 2 océans, atlantique et pacifique, traversé par 3 cordillères des Andes atteignant ou dépassant 4000 mètres, avec des haut plateaux à 2000 ou 3000 (où se trouve Bogotá, la capitale du pays) au climat frais entre lesquels se trouvent des vallées au climat tropical. Cette géographie a pour conséquence une fragmentation du territoire qui a eu très tôt un impact important sur le développement inégal des différentes régions du pays.

Malgré les différents épisodes de violence intervenus dans l'histoire de la Colombie depuis sa création comme état indépendant en 1810, le pays se caractérise par sa stabilité politique et

<sup>8</sup> La loi 1448 du 10 juin 2011 « par laquelle sont édictées des mesures d'attention, d'assistance, et de réparation intégrale aux victimes du conflit armé interne et d'autres dispositions » établit des mesures judiciaires, administratives, sociales et économiques, individuelles et collectives au bénéfice des victimes du conflit interne (c'est-à-dire, des colombiens qui ont souffert individuellement ou collectivement un dommage pour des faits intervenus à partir du 1er janvier 1985) dans le cadre d'une justice transitionnelle.

<sup>9</sup> Adolfo Chaparro Amaya, « Procesos de subjetivación, conflicto armado y construcción del Estado Nación en Colombia », *Revista Estudios Socio-Jurídicos Universidad del Rosario*, Agosto de 2005, Vol. 7, p. 443.



## Congrès AFSP Strasbourg 2011

zéro en cas de parfaite égalité et à un en cas de concentration maximale des revenus. Cependant, avec un Indice de Développement Humain de 0,791, en 2009, la Colombie se place au 77<sup>e</sup> rang mondial sur 182 et se situe au sein du groupe des pays ayant un haut coefficient de développement humain<sup>16</sup>.

Malgré les évolutions positives des conditions économiques et du développement humain, jointes à une situation relativement stable du point de vue politique, la Colombie doit faire face aux conséquences des actes des divers acteurs armés: les violations des Droits de l'Homme et du Droit International Humanitaire; la crise humanitaire qui affecte, entre autres groupes, les populations vulnérables (femmes, enfants, minorités ethniques), les 3 millions de déplacés (3.630.987 en 2010) qui existent à l'intérieur du pays, et les 9.030<sup>17</sup> victimes (entre 1990 et novembre 2010) de mines antipersonnel<sup>18</sup> et de munitions non explosées ; le recrutement forcé de mineurs (2 824 à février 2010); la dégradation du milieu ambiant comme conséquence du progrès des cultures illicites (narcotrafic) et de la pression des populations sur des aires à l'environnement fragile.

### *b. La Colombie, brouillage des frontières de la violence*

La situation de violence(s) que connaît la Colombie s'inscrit dans la transformation des logiques conflictuelles intervenue depuis le XIX<sup>e</sup> siècle. Le brouillage des frontières définitionnelles de la « notion de guerre » y est particulièrement présent et transparait dans la nature et la variété du « discours sur la guerre » des protagonistes du conflit. La catégorisation du « conflit » est elle-même conflictuelle : certains auteurs parlent de « violence politique », d'autres de « guerre civile », et les sources gouvernementales colombiennes utilisent des expressions comme « violence interne » ou « lutte contre le terrorisme ». Cette abondance de définitions résulte de la complexité de la situation colombienne : la violence y est caractérisée par une pluralité d'acteurs reliés par de complexes interactions, par des intérêts multiples dans des lieux très variés et par la diversité des formes de lutte utilisées.

Un grand nombre des contradictions et des différentes interprétations du conflit colombien paraissent trouver leur origine dans un élément central de la recherche: la variation des analyses selon la période examinée et le choix entre un point de vue à court ou à long terme. Certains chercheurs préfèrent se situer au moment fondamental des groupes armés, quand leur caractère partisan et leur base idéologique sont le plus clairs. D'autres préfèrent se concentrer sur les aspects ultérieurs de leur développement historique, lorsque prédominent l'aspect militaire et les nécessités financières (tandis que les aspects idéologiques et politiques diminuent progressivement). Daniel Pécaut, dans son livre *Ordre et Violence*<sup>19</sup>, souligne les différences importantes existant entre la violence des années cinquante et la violence de ces dernières années avec une dynamique fortement influencée par le narcotrafic. Dans le même ordre d'idées, la *Comisión de Estudios sobre la Violencia* signalait en 1987 les particularités de la violence selon la période historique examinée: les guerres civiles du dix-neuvième siècle correspondant à des affrontements entre les élites; la violence des années cinquante marquée par l'anarchie, la déstabilisation des pouvoirs et la fragmentation de la société, fut dirigée par des leaders populaires<sup>20</sup>; la violence des années soixante

<sup>16</sup> PNUD. *Informe sobre Desarrollo Humano 2009. Sobrepasando barreras: movilidad y desarrollo humano*. En <http://hdr.undp.org/es/informes/mundial/idh2009/capitulos/espanol/>

<sup>17</sup> Parmi les 9.030 victimes, 39% (3.492) sont des civils et 61% (5.538) des membres des Forces Publiques. Information disponible sur <http://www.accioncontraminas.gov.co/Paginas/estadisticas-victimas-int.html>

<sup>18</sup> En Colombie, en moyenne deux personnes sont victimes chaque jour de mines antipersonel ou de munitions non explosées.

<sup>19</sup> Daniel Pécaut, *Orden y violencia: Colombia 1930-1954*, Bogotá, Editorial Siglo XXI, CEREC, 1987.

<sup>20</sup> Avec un décalage entre la direction idéologique et la conduite des opérations militaires.

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

et soixante-dix caractérisée par le fait que les acteurs armés ne cherchaient pas à s'insérer dans le pouvoir en place mais à le détruire et se substituer à lui; la violence de la fin des années soixante-dix coïncidant avec une période de consolidation des groupes armés et une nouvelle politisation de la guérilla; et enfin, la violence des années quatre-vingt (période où fut écrite le rapport), époque de coexistence des groupes armés avec le narcotrafic et d'une violence diffuse, parfois impossible à distinguer de la violence politique. Étant donné que l'analyse empirique montre que la violence ou les violences évoluent dans le temps, il paraît important de réaliser un compromis entre la vision à court et long terme. A court terme, il est nécessaire d'identifier les moments conjoncturels qui interviennent comme éléments déclencheurs d'actions violentes par les acteurs individuels et collectifs, pour ensuite revenir à la vision sur le long terme avec les processus historiques qui favorisent ou créent les conditions de réalisation de cette violence.

En analysant l'état actuel de la violence en Colombie, la première observation faite est la constatation que les acteurs armés: guérillas (*Fuerzas Armadas Revolucionarias de Colombia-Ejército del Pueblo* FARC-EP, et *Ejército de Liberación Nacional* ELN), bandes criminelles (Bacrim), narcotraficants, forces armées colombiennes, ne sont pas monolithiques. Bien que certains de ces groupes utilisent un même sigle (FARC, AUC<sup>21</sup>, etc), leurs dynamiques obéissent plus à des logiques régionales que nationales. Cela facilite la naissance de dissidences et génère des perceptions différentes d'un même acteur armé, d'une zone géographique à une autre, avec un degré variable de légitimité auprès de la population<sup>22</sup>.

Les groupes organisés comme les *Bacrim* et les guérillas luttent entre eux pour imposer ou consolider leur contrôle des ressources légales (terres, populations ou administrations municipales) ou illégales (trafic d'armes, de drogue, extorsions). Mais, à l'occasion, ils réalisent aussi des alliances, y compris entre groupes dont les aspirations idéologiques sont totalement opposées sur le spectre politique. La corruption des forces de l'ordre par les narcotraficants par exemple leur fait défendre les intérêts du camp adverse. Ou bien des alliances tacites se créent entre trafiquants et guérilla dans certaines zones du pays. Leur non respect par un groupe des FARC a été suivi de mesures de représailles contre les sympathisants supposés de la guérilla par le cartel de Medellín entre 1986 et 1989. La guérilla elle-même, la plus marquée idéologiquement, se met à ressembler aux trafiquants en utilisant les mêmes outils comme les enlèvements et le racket. Ce mélange des identités aboutit parfois à l'affrontement d'éléments d'un même groupe : conflit entre le cartel de Cali et celui de Medellín au début des années 90, lutte entre diverses factions de la guérilla pour le contrôle des régions du Cauca et de l'Urabá. Au niveau individuel, celui des combattants, le passage d'un camp à l'autre n'est pas rare: il existe de nombreux cas d'anciens guérilleros qui se lient à des groupes paramilitaires (qui les accueillent pour leurs connaissances stratégiques ou du maniement des armes) et vice versa<sup>23</sup>.

Cette violence « stratégique » entretient des liens avec d'autres types de violence « non-organisée » compliquant la distinction entre les deux. Dans le cas colombien, la frontière entre luttes armées, violences sociales, crime organisé et délinquance de droit commun disparaissent. Très souvent, les commandants des fronts guérilleros, les chefs des narcotraficants et des bandes criminelles, dirigent en coulisses leurs affaires, décidant des actions à mener. Le « sale travail » est délégué aux échelons inférieurs, à des éléments qui ne font pas officiellement partie du groupe, c'est-à-dire, aux milices

<sup>21</sup> Autodéfenses unies de Colombie (AUC), ancien groupe paramilitaire.

<sup>22</sup> Víctor De Currea-Lugo, *Poder y Guerrillas en América Latina : Una Mirada a La Historia Del Guerrillero De a Pie*, Malaga, Sepha, 2007.

<sup>23</sup> Les cas d'anciens paramilitaires qui passent dans les rangs de la guérilla sont plus rares car les FARC, et dans une certaine mesure l'ELN, sont plus méfiants face aux acteurs externes (de peur qu'ils se révèlent être des espions de l'armée ou des groupes paramilitaires). A l'opposé, la logique qui prime dans les bandes criminelles (et les anciens paramilitaires) est la logique mercenaire: quiconque disposé à combattre est le bienvenu.

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

urbaines, aux bandes de sicaires, aux « gros durs », chargés de remplir les « contrats », de capturer les otages, de brûler les moyens de transport publics, les véhicules et autres biens appartenant à ceux qui refusent de payer « l'impôt » ou « *vacuna* »(vaccin)<sup>24</sup>. Les violences, politiques ou non, organisées ou non, entrent en résonance et finissent par redéfinir le cadre même dans lequel se construit la société colombienne. Déjà, la violence n'apparaît plus comme un phénomène qui peut être relié à des causes précises mais constitue le « contexte même dans lequel évolue la société »<sup>25</sup>.

C'est pourquoi, il a été si difficile de réussir à obtenir un accord sur la façon de définir la situation de violence colombienne, non seulement au niveau académique et théorique, mais aussi du point de vue juridique et politique. Au cours des vingt dernières années, la position du gouvernement colombien a changé à plusieurs reprises. Durant les années 90, les acteurs armés (principalement les FARC y les AUC) se sont renforcés grâce à l'argent du narcotraffic, des enlèvements et d'autres activités illicites, raison pour laquelle le gouvernement de Ernesto Samper (1994-1998), recherchant un meilleur appui politique et financier international, déclara que la Colombie connaissait un « conflit interne armé de caractère politique, économique et social » ou « guerre civile ». Le gouvernement d'Andrés Pastrana (1998-2002), considérant les échecs des politiques de paix antérieures qui exigeaient une trêve avant de commencer les négociations, décida de débiter une négociation « en milieu de conflit ». Dans le cadre du Processus de Paix entamé avec les FARC, le statut d'acteur belligérant fut accordé à ce groupe (statut perdu par la suite avec la suspension des négociations de paix). La présidence d'Alvaro Uribe (2002-2010) marque clairement une rupture avec la politique menée par son prédécesseur en refusant catégoriquement de reconnaître en Colombie l'existence d'un conflit interne armé. Il s'agissait, selon la position officielle du gouvernement, d'une grave situation d'« insécurité » caractérisée par certains « actes de violence » menés par « des brigands, des criminels et des terroristes ». Selon l'ex-président Uribe: « *ceci n'est pas une guerre. Ce n'est pas un conflit. C'est une démocratie au service de 44 millions de citoyens, défiée par de riches terroristes* »<sup>26</sup>. Le gouvernement actuel du président Juan Manuel Santos (2010-2014, ancien Ministre de la Défense du gouvernement Uribe), a fait inclure dans la « *Ley de Víctimas* », un article (article 3ème) dans lequel il est reconnu l'existence d'un « conflit armé interne », pour éviter que parmi les victimes bénéficiant de la réparation des préjudices subis « *puissent être comprises des personnes affectées par la délinquance de droit commun* », ce qui ouvrirait une brèche énorme dans les finances du pays. La position officielle est que la reconnaissance du conflit n'implique pas pour autant de reconnaître la légitimité ou le droit à la belligérance des divers groupes armés.

## II. La Colombie livre aussi une bataille linguistique

La loi 1448 du 10 juin 2011 ou « *Ley de Víctimas* » n'est pas le seul texte juridique qui comprend une référence à l'existence d'un conflit armé en Colombie, « *déjà dans divers textes de lois et de jurisprudence colombiens, il est fait référence, explicitement ou implicitement, à un conflit armé en termes juridiques internationaux* »<sup>27</sup>. Cependant, la controverse continue entre ceux qui défendent l'existence d'un conflit armé interne (y compris d'une guerre civile) et ceux qui parlent d'une « situation de violence généralisée » ou d'une « menace terroriste ». En défendant telle ou telle

<sup>24</sup> Gérard Martin, « Violences stratégiques et violences désorganisées dans la région de Urabá en Colombie », *Cultures & Conflits*, no. 24-25, 1997.

<sup>25</sup> Daniel Pécaut, *Op.cit*, 1997.

<sup>26</sup> « Palabras del Presidente Uribe en posesión de nuevo Comandante de la FAC », CNE, Bogotá, 8 de septiembre del 2003.

<sup>27</sup> Nelson Enrique Parra, Redacción El Tiempo, « Santos Reconoce que hay conflicto armado; Uribe lo controvierte », *El Tiempo*, 04 de mayo de 2011. Disponible sur [http://www.eltiempo.com/politica/gobierno-reconoceria-que-en-colombia-si-hay-conflicto-armado\\_9275121-4](http://www.eltiempo.com/politica/gobierno-reconoceria-que-en-colombia-si-hay-conflicto-armado_9275121-4)

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

théorie, cherche-t-on une meilleure compréhension de la situation colombienne? Ou bien s'agit-il simplement d'apporter une réponse aux intérêts politico-militaires du moment? Comme le remarque Clausewitz, le premier acte de discernement, le plus important et décisif, accompli par un homme d'État ou un chef militaire, est de définir correctement le type de guerre dans lequel il est impliqué<sup>28</sup>. Étant donné qu'à partir du diagnostic opportun et précis d'un conflit, dépend en grande partie sa solution, il est important d'examiner dans quelle mesure la violence en Colombie correspond aux diverses typologies qui peuvent définir une confrontation armée se produisant à l'intérieur d'un État.

### *a. Un gouvernement démocratique face à de riches terroristes*

Avec l'arrivée au pouvoir du président Álvaro Uribe Velez (2002-2010), il s'est opéré un renforcement de la présence de l'État, entendue comme la présence militaire et policière sur l'ensemble du territoire. L'axiome de la sécurité s'est converti en un élément essentiel de l'action du gouvernement. Dans ce contexte, il a été établi que le pays vivait une « situation de violence interne », raison pour laquelle le gouvernement devait concentrer son action sur la lutte contre la criminalité et le terrorisme. A cet égard, les autorités colombiennes présentaient la guérilla comme « l'ennemi intérieur » et elles ont adopté, à la suite du 11 septembre 2001, un discours de défense de la société basé sur l'assimilation de la guérilla à du terrorisme : celle-ci ne respectant aucune règle, pas même les règles morales de base (c'est-à-dire, ne pas tuer aveuglément d'innocents).

Une partie de la dialectique de la lutte contre le terrorisme a été récupérée. Pour l'ex-vice-président Francisco Santos, « *l'expérience colombienne (...) démontre que partout le terrorisme partage les mêmes cruelles caractéristiques. Quel que soit le prétexte ou l'objectif, les actions des groupes terroristes se distinguent toujours car: ses attaques affectent de la même façon les enfants et les adultes, hommes ou femmes, pauvres ou riches; aucun principe éthique ou humanitaire n'est important pour eux; ils ne répondent politiquement devant personne; ils cherchent à créer un climat d'angoisse et à paralyser la société; ils veulent suspendre et éliminer le débat démocratique; la dignité humaine et la limitation des moyens de combat sont des concepts étrangers à leurs usages; ils prétendent limiter et faire reculer les conquêtes démocratiques; ils sont toujours associés aux formes de criminalité les plus nocives comme le narcotrafic, la corruption, le trafic d'armes et de substances explosives; ils avilissent n'importe quelle cause utilisée comme prétexte* »<sup>29</sup>.

Selon Alfonso Chaparro, en termes théoriques, le gouvernement fait écho à la thèse de l'action rationnelle: il assimile le rebelle à un simple terroriste professionnel qu'il est nécessaire de vaincre et d'exterminer. « *Il s'agit d'une stratégie qui a pour but, non de résoudre le conflit, mais de gagner la guerre, et les moyens employés supposent une espèce d'état d'exception illimité, qui subordonne les droits civils à l'unification (alignement) idéologique des citoyens avec le gouvernement, contre l'ennemi* »<sup>30</sup>.

Pour analyser la position du gouvernement Uribe, il est important de préciser que malgré la condamnation générale du terrorisme, il n'existe pas d'accord international sur sa réelle signification. « *La séparation entre le terroriste et le combattant pour la liberté est ténue, raison*

<sup>28</sup> Carl von Clausewitz, *De la Guerre*, Paris, Les éditions de minuit, 1998.

<sup>29</sup> « Discurso "Todos contra el Terrorismo" del vicepresidente, Francisco Santos Calderón, en el segmento de altas personalidades de la 60° sesión de la Comisión de Derechos Humanos de la ONU », Ginebra, Suiza, marzo 16 de 2004.

<sup>30</sup> Ibid. p. 445.

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

*pour laquelle il y a une grande tentation pour les politiques puissants à désigner comme terroristes les groupes d'opposition qui les dérangent*»<sup>31</sup>. C'est pourquoi, dans le cadre de la présente communication, nous utiliserons la définition du terrorisme proposée par Peter Waldman: « *par terrorisme, il faut comprendre les attentats violents commis contre un ordre politique, préparés et organisés dans la clandestinité. Leur finalité est d'abord de créer l'insécurité et la peur mais aussi la sympathie et une prédisposition au soutien (...). La dimension politique du phénomène est importante (...). L'usage de la pression, de la coercition ou de l'extorsion entre particuliers (...) ne peut pas s'appeler terrorisme puisque celui-ci a un effet sur l'espace politique, c'est-à-dire, contient une composante incontestable* »<sup>32</sup>. Waldmann distingue le terrorisme de la guérilla de la façon suivante: « *les deux concepts désignent des méthodes de lutte irrégulières qui sont fréquemment combinées dans l'action: les attentats terroristes peuvent servir de prélude à une campagne de guérilla, l'accompagner ou marquer sa fin (...). La lutte guérillera est une stratégie militaire dont la finalité est de gêner, encercler et finalement détruire l'ennemi. Alors que le terrorisme (...) représente une stratégie de communication. La violence n'est pas utilisée en premier lieu pour son effet destructeur mais comme le moyen de créer un impact psychologique maximal (...) pour les guérilleros, il y a une ligne qui sépare les combattants et les civils qu'il faut respecter, au moins au début, tandis que les terroristes n'ont aucun scrupule à utiliser arbitrairement les civils comme vecteurs de leur message sanglant* »<sup>33</sup>.

Selon la définition de Waldmann, la violence en Colombie paraît correspondre à une menace terroriste: elle possède un caractère politique (et ne se limite pas à la sphère privée), les groupes armés colombiens commettent des actions délibérées de violence (comme des attentats à la bombe<sup>34</sup>) dont la finalité est de terroriser la population et d'envoyer un message fort au gouvernement en place et à la société en général, ils ne respectent pas la différence entre combattants et civils, victimes fréquentes des premiers (prise à main armée de villages, pose de mines antipersonnel dans les écoles et les chemins communaux, massacres...). Seule la recherche de sympathie et de soutien à travers les actions « terroristes » ne paraît pas évident dans le cas colombien. Au moins formellement, les organisations politiques (de droite comme de gauche) ont condamné les actions des groupes armés.

Divers auteurs défendent cette caractérisation: « *ce que nous vivions [en Colombie] est une agression armée interne qui fait usage d'un terrorisme absolu comme arme stratégique, qui emploie un schéma de guerre prolongée et d'usure contre l'État, et compte sur un rare, pour ne pas dire quasi nul, soutien des masses* »<sup>35</sup>; « *il n'existe pas de 'conflit social armé', parce qu'il y a dans le pays des voies démocratiques pour effectuer les réclamations de cet ordre, il n'y a pas non plus de 'conflit interne', parce que ce serait accepter une guerre quand ce qui existe est une menace terroriste de groupes qui s'attaquent à la société, s'enrichissent par les enlèvements et le narcotrafic et soumettent les autorités locales* »<sup>36</sup>. Les organisations comme l'Union Européenne, et des pays comme les États Unis, ont inclus les principaux groupes armés colombiens (FARC, ELN, AUC) dans les listes de groupes reconnus comme terroristes.

Pourtant, comme le remarque l'analyste Alfredo Rangel, cette notion fait que l'on adopte « une

<sup>31</sup> Peter Waldmann, *Guerra civil, terrorismo y anomía: el caso colombiano en un contexto globalizado*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, 2006. p. 61.

<sup>32</sup> Ibid, p. 62.

<sup>33</sup> Ibid, pp. 62-70.

<sup>34</sup> Des bombes de forte puissance (attentats à la voiture piégée) mais aussi des charges moins puissantes placées sur des vélos ou des animaux (des ânes et des chevaux).

<sup>35</sup> Eduardo Herrera Verbel, « Una agresión interna », *El Colombiano*, 14 de mayo de 2004.

<sup>36</sup> Luis Carlos Restrepo, « Debate sobre si hay o no conflicto en Colombia », *El Tiempo*, Octubre 13 de 2004.

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

*caractérisation myope de l'ennemi* »<sup>37</sup>. Les aspects sociaux des groupes de guérilla et d'autodéfense comme leur condition de projets politiques (même si ce n'est qu'au niveau du discours), leur rôle d'acteurs dans divers conflits sociaux, et le fait qu'ils sont les expressions organisatrices d'un *modus vivendi* de longue date dans de nombreuses zones du pays, sont minimisées ou ignorées quand on les définit uniquement comme terroristes. On les « minimise comme sujet social et on les rend visibles uniquement dans leurs composantes prédatrices et terroristes »<sup>38</sup>. Une telle simplification méconnaît aussi les relations complexes que les groupes armés entretiennent entre eux et avec la population civile<sup>39</sup>. En faisant cela, le gouvernement exclut par avance les autres options (à part militaire) qui pourraient contribuer à une solution du « conflit ». Le bureau du programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en Colombie, dans son rapport sur le conflit colombien intitulé "*Colombia: callejón sin salida*" se référait à l'un des acteurs armés (FARC) dans les termes suivants : « nous supposons sans hésiter que la guérilla possède les caractéristiques terroristes et criminels d'un narcotraficant et d'un violeur du droit international humanitaire. Mais c'est aussi un projet politique. Il est faux de dire qu'elle uniquement et exclusivement 'narcoterroriste'. C'est pourquoi, dans la perspective d'une éventuelle négociation, le gouvernement devra s'asseoir de nouveau à la table des négociations et parler de politique et du pouvoir avec 'Tirofijo' et 'Mono Jojoy' »<sup>40</sup>.

La terreur en Colombie n'a pas seulement été utilisée comme une stratégie de communication (selon la définition du terrorisme de Waldmann). L'objectif principal des acteurs armés illégaux n'est pas de répandre la panique en réalisant des attaques spectaculaires sans engager leur force militaire pour étendre leur contrôle sur le territoire et accumuler des richesses. La terreur est utilisée par eux comme moyen d'asservir les populations et d'éviter qu'elles appuient l' "ennemi". « *Des sanctions sporadiques, y compris des exécutions, servent à démontrer leur pouvoir. Elles constituent un moyen peu coûteux de fortifier leur pouvoir autoritaire, de dissuader les gens de s'engager dans la résistance ou dans des actes criminels et de s'assurer un niveau minimum de docilité de la population, qui, tout en ne sympathisant pas avec ceux qui la dominent, leur obéit néanmoins* »<sup>41</sup>.

De plus, du point de vue juridique international, il existe en Colombie, depuis quarante ans, des groupes guérilleros et, plus récemment, des groupes paramilitaires, qui possèdent certaines des caractéristiques qui définissent « un combattant », à savoir: l'existence d'un commandement par des dirigeants responsables avec des structures de contrôle et de discipline, le port fréquent d'insignes et d'uniformes distincts, visibles de loin, qui les identifient comme des objectifs licites pour les forces ennemies; des armes exposées à la vue de tous; une capacité à effectuer des missions militaires concertées sur de longues périodes<sup>42</sup>. « *De la même façon que les forces militaires colombiennes ne se sont pas transformées en une armée de guérilleros en pratiquant à l'occasion des actions de*

<sup>37</sup> Alfredo Rangel Suárez, « El conflicto colombiano : Guerra civil de baja intensidad », *El Tiempo*, Mayo 23 de 2005.

<sup>38</sup> Ibid.

<sup>39</sup> Par exemple, selon Alfredo Molano et María Constanza Ramírez, la guérilla recherche l'établissement d'une hégémonie dans les zones où elle est traditionnellement présente à travers la création de formes de domination légitime qui passent par la construction d'un système d'administration de la Justice. Les procédés et règlements internes des guérilleros (qui punissent certains délits comme le vol, la trahison, la délation), joints au rôle de contrôle et d'administration d'une justice sommaire que joue la guérilla pour la délinquance et d'autres formes de criminalité mineure, montreraient, dans une certaine mesure, l'acceptation et la légitimation des FARC (et d'autres groupes armés) dans les communautés où elle est influente. Alfredo Molano, Constanza Ramírez, *Análisis socio-jurídico de la justicia en Colombia: la justicia guerrillera*, 1997.

<sup>40</sup> PNUD, *El conflicto, callejón sin salida : informe nacional de desarrollo humano para Colombia*, Bogotá, PNUD, 2003.

<sup>41</sup> Eric Lair, « El terror, recurso estratégico de los actores armados: reflexiones en torno al conflicto colombiano », *Análisis Político*, N°37, 1999, pp.64-76. Cité par Peter Waldmann, *Op.cit.* p. 257

<sup>42</sup> Protocolo II de 1997, adicional a los cuatro Convenios de Ginebra. Artículo 1.

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

*guérilla, les groupes de rebelles et les paramilitaires ne se sont pas convertis en groupes terroristes en réalisant sporadiquement des actes terroristes. Non. Leur principal moyen d'action est la guerre de guérillas et en la pratiquant, ils ont atteint une importante et réelle capacité d'action militaire, entre eux et contre les forces militaires étatiques. Par définition, cette capacité d'action militaire n'est l'apanage d'aucun groupe terroriste et elle se manifeste par environ 2.500 actions de combat chaque année, de diverses sortes et entre les différents groupes, et qui causent par an la mort de plus de 3 000 combattants. Ce chiffre annuel est trois fois supérieur au seuil de 1000 victimes retenu par quelques unes des études comparatives internationales comme montant minimal pour considérer qu'un pays vit une situation de guerre civile »<sup>43</sup>.*

En effectuant une analyse plus profonde, l'on remarque que si le concept de terrorisme semble expliquer quelques unes des phénomènes de violence en Colombie, il ne rend pas compte de toute la complexité d'un affrontement armé qui a commencé il y a plus de quarante ans et qui met en œuvre de nombreux acteurs et des dynamiques diverses. Alors, pour quelle raison le gouvernement Uribe défend-il de manière si véhémement sa classification dans le cadre de la lutte contre le terrorisme ?

Alfredo Rangel signale que la stratégie du gouvernement consiste à diaboliser la figure du guérillero et à minimiser les effets médiatiques des actions de la guérilla le temps d'exalter la figure du soldat et de le transformer en l'autorité *ad hoc* "dans tous les coins de la patrie"<sup>44</sup>. Ainsi, le gouvernement d'Uribe fait non seulement passer au second plan la thèse des causes structurelles et objectives du conflit mais change radicalement le langage historique et redéfinit la confrontation armée comme une lutte contre le terrorisme. Malgré une contradiction évidente, c'est à dire, nier le conflit armé avec la guérilla alors que tout l'effort économique, médiatique, militaire, est mobilisé pour le résoudre, ce qui semble une maladresse terminologique se révèle très utile d'un point de vue stratégique par les avantages qui en découlent: en instaurant une définition souveraine de l'ennemi interne, il est plus facile d'adopter de mesures économiques et législatives pour le combattre; en interprétant les actes de la guérilla comme privilégiant l'intérêt personnel et l'action volontaire de l'agent, l'on parvient à criminaliser les actions des rebelles et à montrer un guérillero dépourvu de buts politiques et de motivations idéologiques; en définissant l'usage de la violence comme un acte terroriste, aucun citoyen ne peut plus justifier de commettre des actes violents ou attentatoires à l'ordre public au service d'une action revendicative: de cette façon, sont opérées « *la stigmatisation de la protestation et la normalisation obéissante de l'ensemble social* »<sup>45</sup>; en qualifiant la guérilla<sup>46</sup> de "terroriste", celle-ci se trouve isolée de la société et, particulièrement, des organisations démocratiques, des ONG et des groupes politiques de gauche; enfin, en s'alignant sur la lutte globale contre le terrorisme, il devient possible d'obtenir l'appui de pays qui ont aussi défini cette lutte comme une priorité de leur politique nationale et étrangère.

Il est certain, remarque Chaparro, que « *la contradiction terminologique a un effet dissuasif réversible: si les groupes guérilleros se rendent, désertent ou montrent leur disposition à négocier, ils deviennent des groupes rebelles, avec les avantages juridiques qui découlent de cette transformation purement linguistique* »<sup>47</sup>, bien qu'il semble évident que « *l'État préfère la production massive de délinquants et de terroristes plutôt que de reconnaître l'existence d'un conflit armé dont la solution supposerait des négociations concernant les intérêts des élites économiques*

<sup>43</sup> Alfredo Rangel Suárez, *Op.cit.*, 2005.

<sup>44</sup> Alfredo Rangel Suárez, "Colombia, la guerra irregular en el fin de siglo", *Análisis Político*, Bogotá, No. 28, IEPRI, Universidad Nacional de Colombia, 1996. p.95

<sup>45</sup> Adolfo Chaparro, *Op.cit.*, 2005 p. 456.

<sup>46</sup> La dénomination de "terroriste" a été utilisée pour désigner tous les groupes armés illégaux. Cependant, les médias et le gouvernement Uribe l'ont utilisée de façon beaucoup moins fréquente pour désigner les groupes paramilitaires.

<sup>47</sup> *Ibid.*, p. 457.

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

ou des aspects fondamentaux du pouvoir en place »<sup>48</sup>. Le risque réside, selon Kurt y Kati Spillmann<sup>49</sup>, en ce que le conflit soit perçu à travers le “syndrome de l'ennemi”, c'est-à-dire, à travers un point de vue stéréotypé qui fait disparaître toute possibilité d'analyse objective. La diabolisation et la stigmatisation de l'adversaire (conçu comme l'ennemi absolu), ajoutées à une perception totalement dominée par la “différenciation infantile et primitive entre le bien et le mal”, détruisent toute possibilité de compromis ou d'instauration d'un sphère commune d'identité partagée.

### ***b. La thèse du « conflit interne armé » et de « la guerre civile »: plus qu'un débat conceptuel, une polémique sur la légitimité de la guérilla***

La « guerre » est un concept complexe et difficile à définir. Selon Clausewitz, « la guerre n'est qu'un duel à une plus grande échelle »<sup>50</sup>. Du point de vue du droit et de la politique internationale, la guerre a été principalement associée aux conflits entre États. C'est pourquoi, il était nécessaire de trouver une définition qui fasse référence aux conflits qui se développent au sein même des États, à la différence des guerres internationales. Cette définition, c'est-à-dire la définition du « conflit armé interne ou conflit armé à caractère non international », a été établi par les Conventions de Genève de 1949 et les Protocoles Additionnels de 1977. Ainsi, pour Dietrich Schindler, le droit international distingue aujourd'hui quatre types de conflits: 1) les conflits armés internationaux; 2) les guerres de libération nationale; 3) les conflits armés non internationaux en accord avec l'article 3 de la convention de Genève; 4) les conflits armés non internationaux en accord avec le Protocole II de 1977<sup>51</sup>. Bien que cette classification cherche à faciliter l'application de normes humanitaires minimales<sup>52</sup>, elle apporte très peu d'informations sur la nature des différents conflits.

Certains auteurs et juristes considèrent que le terme « guerre civile » est synonyme de « conflit interne armé ». Par exemple, Castren définit, d'une part, la guerre civile comme un « *conflit armé entre deux organes opposés d'un État ou entre des groupes de population* » et, d'autre part, le conflit interne comme étant un conflit « *de nature sérieuse et ayant acquis des proportions considérables aussi bien dans le temps que dans l'espace* »<sup>53</sup>. L'assimilation du terme « guerre civile » à celui de « conflit armé interne » paraît cependant inadaptée puisque tous les conflits internes ne peuvent être considérés comme une « guerre civile » étant donné que le terme est traditionnellement associé à un certain niveau de violence<sup>54</sup> et au concept de belligérance.

Juan Espinosa, dans son *Diccionario para el pueblo*, publié en 1855, affirme que « *dans les guerres civiles, politiques ou religieuses, les passions furieuses de l'Homme s'enflamment davantage que dans les guerres entre Nations* »<sup>55</sup>. Dans ces conflits « *le frère combat contre le frère et le fils contre*

<sup>48</sup> Ibid, p. 458

<sup>49</sup> Kurt Spillmann, Kati Spillmann, “La imagen del enemigo y la escalad de conflictos”, *Revista Internacional de Ciencias Sociales*, No. 127, marzo de 1991.

<sup>50</sup> Carl von Clausewitz, *Op.cit.*

<sup>51</sup> Dietrich Schindler, “The different types of armed conflicts according to the Geneva conventions and protocols”, *Recueil des Cours*, No. 163, 1979, vol 2, p. 127

<sup>52</sup> En effet, le droit international distingue traditionnellement les différents niveaux d'un conflit interne déterminé, surtout dans le but d'élargir le rayon d'application des lois de la guerre à la conduite de ces conflits et de définir les relations juridiques entre les États tiers et les diverses parties au conflit.

<sup>53</sup> Erik Castren, *Civil war*, Helsinki, 1966, p.28.

<sup>54</sup> Le critère du nombre de victimes est aussi utilisé pour définir une guerre civile comme “un conflit interne avec au moins mille tués du fait de combats”. Paul Collier, “Economic Causes of Civil conflict and their implications for policy”, *mimeo*, 2000, p.3.

<sup>55</sup> Juan Espinosa, *Diccionario para el pueblo: republicano democrático, moral, político y filosófico*, Lima,1855, pp. 545 et ss.

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

*le père* ». Se manifeste à cette occasion « *l'acharnement de soumettre indéfiniment les autres, avec la rage de ne pas pouvoir y parvenir pleinement, les forces s'équilibrant, les ennemis ne pouvant se séparer car habitant la même terre et se transmettant les uns aux autres leurs haines et leurs vengeances insatisfaites. Ils sont les fils d'une même mère et se déchirent devant elle, sans respect aucun* »<sup>56</sup>. C'est pourquoi, l'usage du terme de « guerre civile » dans le cas colombien n'est pas largement accepté, « *ainsi en Colombie nous ne vivons pas une 'guerre civile'. La population n'est pas divisée entre bandes importantes affrontées pour des raisons idéologiques, ethniques, religieuses ou raciales. Ce que nous vivons est une guerre avec des organisations armées illégales dont le nombre de combattants ne dépasse pas 0.1% de la population et soutenues par moins de 4% des colombiens, déclarée à l'État légitimement constitué et à la société* »<sup>57</sup>. Ceux qui rejettent la définition de « guerre civile » comparent généralement la situation de la Colombie à celle vécue par l'Espagne, le Salvador ou les États Unis lors de brèves mais intenses guerres civiles, et concluent que le cas colombien ne possède ni l'intensité de ces conflits ni leur polarisation radicale, sociale comme idéologique. Cependant, Alfredo Rangel, remarque qu'il n'existe pas de modèle unique de guerre civile auquel comparer les autres cas et que la société colombienne est polarisée entre ceux qui « *appuient la proposition démocratique de l'État, celle autoritaire de la guérilla ou celle prônant l'ordre des paramilitaires* »<sup>58</sup>.

D'autre part, la doctrine distingue trois étapes pour la qualification de « guerre civile » : rébellion, insurrection et belligérance. La rébellion comprend des actes comme l'émeute ou le tumulte et désigne des affrontements sporadiques contre les forces de l'État. L'insurrection correspond à une situation où le gouvernement en place est incapable de maintenir l'ordre public et d'exercer son autorité sur toutes les portions du territoire national. La belligérance est le stade final qui donne à la « guerre civile » les connotations d'une guerre internationale par les effets de l'application des lois de la guerre<sup>59</sup>. La reconnaissance de la belligérance est l'un des éléments les plus utilisés pour dénier l'existence d'une guerre civile ou de tout autre type de conflit interne en Colombie. En effet, la crainte est de voir l'acceptation automatique de ces définitions amener une reconnaissance de la belligérance des acteurs armés qui leur accorde « *la condition de "parties", ce qui légitimerait de fait leur usage des armes et des uniformes, ainsi que la définition des cibles militaires qui ne sont autres que nos soldats et policiers. Dans le champ politique, la condition de "partie" peut être comprise aussi comme la possibilité de revendiquer le statut d'interlocuteur légitime au niveau national et international. Accepter de dire qu'il existe en Colombie un "conflit social et armé", revient ni plus ni moins à reconnaître que la guérilla a pris les armes parce qu'il existe en Colombie des conflits sociaux ou que ceux-ci n'ont pas de canaux démocratiques pour se résoudre et ne disposent que de la voie des armes pour s'exprimer* »<sup>60</sup>.

Des auteurs, comme William Ramírez, défendent la thèse de la guerre civile ou du « conflit inachevé ». Selon Ramírez, l'État colombien est sous l'influence d'intérêts corporatistes ou partisans et prend parti dans les conflits (il y a ainsi une absence de neutralité), de sorte que les gouvernements « *tendent à donner à la résistance agraire et aux projets plus urbains d'autres organisations de la gauche radicale, une résonance et une qualité de subversion politique qui au lieu de les étouffer ou de les affaiblir, leur donne une notoriété et des droits visibles de belligérance* »<sup>61</sup>. Dans cette perspective, la croissance de la guérilla des FARC pendant les années

<sup>56</sup> Ibid.

<sup>57</sup> Discours du vice-président de la République et ministre de la Défense, Gustavo Bell Lemus, durant le forum « Colombia: Una nación en busca de su futuro », Berlin, 2 de julio de 2002.

<sup>58</sup> Alfredo Rangel, *Op. Cit*, 2005.

<sup>59</sup> Erik Castren, *Op.cit*.

<sup>60</sup> José Obdulio Gaviria, *Sofismas del terrorismo en Colombia*, Editorial Planeta, Bogotá, 2005, p. 129

<sup>61</sup> William Ramírez Tobón, « Guerra civil en Colombia », *Análisis Político*, Bogotá, No. 46, IEPRI-Universidad Nacional de Colombia, 2002. p. 157

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

quatre-vingt-dix, sert d'argument pour définir la situation colombienne comme une "guerre civile particulière" ayant les caractéristiques suivantes: présence de deux forces antagonistes, violent conflit de masses, un minimum d'organisation centralisée des luttes et des combattants, et des opérations militaires régulées et encadrées par une stratégie globale. Le conflit armé répondrait aussi à des aspects qui selon *Mary Kaldor* caractérisent les nouveaux types de guerres civiles: multiples répercussions transnationales malgré leur caractère local; insertion inévitable dans le contexte de la mondialisation; effacement des frontières; distinction moins marquée des différences entre la violence politique et le crime organisé; violations des droits de l'Homme à grande échelle<sup>62</sup>. Pour justifier l'existence d'une guerre civile en Colombie, il ne serait même pas nécessaire de poser comme prémisses les conditions objectives de mécontentement social étant donné que, selon Paul Collier, « *un conflit se transforme en guerre civile lorsque les organisations rebelles réussissent à atteindre la viabilité financière qui leur permet de se maintenir en tant qu'armée organisée* »<sup>63</sup>.

Néanmoins, Daniel Pécaut a développé des arguments forts pour remettre en question la dénomination de guerre civile. Le premier argument consiste à dire que malgré la présence de la guérilla sur l'ensemble du territoire national, l'importance du narcotraffic dans son financement et la possible intensification d'autres formes de violence sous l'effet de la violence guérillera, « *ceux qui pensent que l'ensemble de ces phénomènes va déboucher, un jour ou l'autre, sur des changements de grande envergure sont peu nombreux* », au contraire, « *les dynamiques de la violence ont tendance à devenir routinières et il semble que le pays pourrait s'adapter à elles* »<sup>64</sup>. Deuxièmement, *Pécaut* considère que la violence actuelle ne correspond pas à la période où les conflits étaient clairement liés aux problèmes sociaux et où les acteurs armés représentaient les secteurs de population sous leur contrôle. Pour cela, selon lui, il est hautement improbable que se développe un phénomène croissant de polarisation, en termes d'amis/ennemis, qui puisse impliquer l'ensemble de la population. A sa place, se sont établis et renforcés des « réseaux de pouvoirs locaux » déconnectés des mouvements sociaux au sein desquels, par l'effet de la peur ou par connivence, au lieu de l'expression publique, s'est institutionnalisée la loi du silence<sup>65</sup> et l'habitude de transiger avec les règles, les droits, le pouvoir, dans un jeu d'interactions qui a fini par impliquer, en plus des acteurs armés et des agents des économies illégales, les hommes politiques, les entrepreneurs, les commerçants et les fonctionnaires de l'État<sup>66</sup>.

Dans cette optique, si l'on définit la guerre civile comme une situation où co-existent un ou plusieurs projets de société antagonistes; une profonde polarisation de la société; une situation de « double pouvoir » (une « souveraineté duale » avec deux pouvoirs qui se disputent la légitimité sociale et étatique), produite par un contrôle d'une portion significative du territoire national par des forces qui défient l'État; et une reconnaissance du statut de belligérant pour les groupes armés, l'on peut conclure que le cas colombien ne correspond pas à cette définition. Cependant, selon Eduardo Pizarro Leongómez, « *le rejet justifié de la notion de guerre civile n'implique pas pour autant de nier l'existence d'un conflit armé qui cause la mort d'environ trois mille personnes chaque année. Un conflit armé dont les auteurs ne jouissent d'aucune légitimité et dont les pratiques criminelles –l'usage indiscriminé de mines antipersonnel, d'assassinats hors du cadre du combat, l'utilisation de bouteilles de gaz contre la population civile, l'enlèvement comme moyen de financement etc...– les assimilent à des groupes terroristes. En résumé, il me semble que la définition la plus correcte est celle d'un conflit armé interne, dont les acteurs non étatiques ont connu ces dernières années une profonde dégradation terroriste, ainsi que le soutiennent* »

<sup>62</sup> Mary Kaldor, *New and Old Wars, Organized Violence in a Global Era*, Cambridge, Polity Press, 2001.

<sup>63</sup> Paul Collier, "Causas económicas de las guerras civiles y sus implicaciones para el diseño de las políticas", *El Malpensante*, Bogotá, No.30, 2001.

<sup>64</sup> Daniel Pécaut, *Violencia política en Colombia*, Medellín, Hombre Nuevo, Universidad del Valle, 2003. pp. 78-79

<sup>65</sup> Ibid. p. 87

<sup>66</sup> Ibid. p. 100

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

*Washington et l'Union Européenne* ». <sup>67</sup>

La notion de conflit interne armé est définie, dans sa forme la plus simple, par le Protocole II de 1977. Selon ce protocole, un conflit armé non international est tout conflit non couvert « *par l'article premier du Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés internationaux (Protocole I), et qui se déroulent sur le territoire d'une Haute Partie contractante entre ses forces armées et des forces armées dissidentes ou des groupes armés organisés qui, sous la conduite d'un commandement responsable, exercent sur une partie de son territoire un contrôle tel qu'il leur permette de mener des opérations militaires continues et concertées et d'appliquer le présent Protocole* »<sup>68</sup>.

Dans le cas colombien, existe-t-il des groupes armés organisés? La réponse est affirmative. En général, les groupes armés colombiens (principalement les groupes guérilleros et paramilitaires) ont créé des structures organisationnelles solides (même si celles-ci se sont affaiblies ces dernières années avec la mise en œuvre de la Politique de Sécurité et de Défense). Sont-elles conduites par une instance dirigeante unique? De nouveau, la réponse est positive. La guérilla et les paramilitaires ont établi une hiérarchie similaire à celle de l'armée colombienne grâce à laquelle ces groupes sont parvenus à se doter d'un dirigeant unique. Dans le cas des FARC, les instances dirigeantes décisionnelles les plus hautes sont les *Conferencias Nacionales de Guerrilleros*, lesquelles désignent l'*Estado Mayor Central* et celui-ci, à son tour, le *Secretariado Nacional*. Cette institution commande l'ensemble de l'organisation à l'aide des différents échelons hiérarchiques. Leur contrôle du territoire permet-il à ces groupes de mener des opérations militaires continues et concertées? Ici, la réponse est négative. C'est seulement au cours du processus de paix engagé avec le gouvernement Pastrana que les FARC ont exercé une présence quasi hégémonique sur une partie du territoire national, une « *Área de distensión* » de 42.000 km carrés évacués par les forces gouvernementales pour la conduite de négociations. Cependant, à partir de cette date et jusqu'à aujourd'hui, l'État colombien a récupéré sa souveraineté sur tout le territoire national et les groupes armés ont dû se résoudre à reprendre leurs tactiques mobiles et de repli, à redevenir des groupes nomades et en mouvement<sup>69</sup>. Lors d'un entretien réalisé cette année, un ancien commandant de front des FARC, à la question de savoir s'il existe en Colombie un conflit armé, a répondu que les FARC n'ont eu aucun contrôle territorial mais possédaient seulement la capacité de faire usage de la force dans des parties déterminées du territoire.

De manière plus affirmée, Obdulio Gaviria traite la question en ces termes: « *une fois, l'on m'a demandé : - Si les FARC ne contrôlent pas de territoires, comment peuvent-ils maintenir en leur pouvoir des personnes enlevées pendant toutes ces années?(...). Toutefois, peut-on dire qu'en maintenant ces personnes en leur pouvoir pendant des mois, les Farc contrôlent pour autant 14 ou 15 mille kilomètres carrés de jungle? Ils se sont cachés là-bas! C'est une chose différente. Et, qui se cache dans la jungle, tant qu'il n'en sort pas, ne sera jamais découvert. Là-bas, ils peuvent demeurer des milliers d'années comme les Nukak Makú de l'Amazonie; ou des dizaines d'années comme les soldats japonais de la seconde guerre mondiale dans les forêts des Philippines, qui n'en sortirent que pour se "rendre" en 1974. A une force belligérante, il est possible de livrer bataille en un point déterminé comme le fit Bolívar avec Barreiro à la ferme de los Vargas ou au pont de Boyacá. Les Farc, il n'y a pas moyen de les rencontrer – pas même sur Internet-* »<sup>70</sup>.

<sup>67</sup> Eduardo Pizarro Leongómez, Op.cit, 2007. p. 224.

<sup>68</sup> Protocole additionnel aux Conventions de Genève du 12 août 1949 relatif à la protection des victimes des conflits armés non internationaux (Protocole II)

<sup>69</sup> Eduardo Pizarro Leongomez, «Las Farc y el reconocimiento de beligerancia », *El Tiempo*, martes 10 de mayo de 2011.

<sup>70</sup> Jose Obdulio Gaviria, Op.cit. p. 24

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

Pour finir, en Colombie, le Protocole II s'applique-t-il et le Droit International Humanitaire est-il en général respecté? A nouveau, la réponse est négative. Les différents groupes armés commettent constamment des crimes de guerre (assassinats hors du cadre des combats, usage d'armes non conventionnelles) et des crimes contre l'humanité (enlèvements, prises d'otages, recrutements d'enfants, garçons ou filles et d'adolescents). En termes purement juridiques (définis par le Protocole II), la situation de violence colombienne ne correspondrait pas non plus à un « conflit interne armé » au sens strict<sup>71</sup>.

S'opposer à ce que la situation soit définie comme un Conflit Interne Armé, en termes de technique juridique internationale, « ne signifie pas que l'on nie l'existence d'un grave conflit ou d'une confrontation violente, ou qu'il n'y a pas de problèmes politiques, sociaux et économiques en Colombie »<sup>72</sup>. Cependant, le débat sur le caractère du conflit interne subsiste. Les arguments se concentrent principalement sur la détermination du caractère politique des acteurs armés, de la légitimité de leur lutte, de leur représentativité de la population civile, et sur la reconnaissance de l'état de belligérance, de l'existence de causes structurelles, objectives ou subjectives de la violence, entre autres...

Quel que soit l'état actuel du débat, le gouvernement de Juan Manuel Santos a reconnu l'existence d'un « conflit interne armé » en Colombie. Les défenseurs de cette position la présentent comme une décision pragmatique plutôt qu'idéologique. « Pour Santos, il ne s'agit pas d'un point idéologique mais politique. Le président est pragmatique, et si ce terme offre un cadre formel à l'univers des victimes et facilite l'application de la loi, et bien, il doit rester utilisé. En deuxième lieu, il fait se rejoindre le gouvernement et la communauté internationale qui était restée stupéfaite quand celui-ci avait nié son existence alors même qu'il recherchait une aide tant sur le plan militaire que sur le plan de la consolidation et de la crise humanitaire. En troisième lieu, cela permet à Santos d'utiliser un langage clairement politique, débarrassé des accents du maccarthysme, pour nommer une réalité comme la guerre interne, qui, tout en ayant disparu des documents officiels depuis huit ans, demeure d'actualité. Et dont le dénouement ne passe pas forcément par la voie militaire »<sup>73</sup>.

### Conclusion

La situation de violence vécue par la Colombie (que l'on examine seulement la « violence sociopolitique » ou toutes les formes de violence prises dans leur ensemble) ne paraît pas correspondre exactement à aucun des concepts définis par le droit international et la recherche universitaire pour classer les confrontations armées (quand il ne s'agit pas d'un conflit entre Etats). La violence actuelle en Colombie n'est, de manière absolue, ni un conflit interne armé, ni une guerre civile, ni une « lutte contre le terrorisme ».

C'est pourquoi certains auteurs proposent de réaliser un mélange des catégories. Par exemple, Rafael Nieto Loaiza affirme qu'il n'existe pas de réelle dichotomie entre un conflit interne armé et une menace terroriste. Selon Loaiza, pour autant que les deux catégories ne sont pas exclusives l'une de l'autre, il est possible de dire qu'en Colombie existe à la fois le première<sup>74</sup> (en accord avec

<sup>71</sup> Eduardo Pizarro Leongomez. *Op.cit.*

<sup>72</sup> Jose Obdulio Gaviria, *Op.cit.* p. 24

<sup>73</sup> « La grieta ideológica », *Semana*, Sábado 7 Mayo 2011. Disponible sur <http://www.semana.com/nacion/grieta-ideologica/156288-3.aspx>

<sup>74</sup> « Il est exact de dire qu'il n'y a pas de guerre civile parce qu'il n'est pas possible de soutenir que les groupes guérilleros ou "paramilitaires" sont l'expression de groupes de population représentatifs, de "populations en armes", condition fondamentale pour l'existence de ce type de guerre ». Rafael Nieto Loaiza, « El falso dilema.

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

« l'article 3 commun aux quatre conventions de Genève de 1949 qui dispose que, sur le territoire d'un Etat, il faut la présence de confrontations armées prolongées dans le temps entre des groupes organisés pour être en situation de conflit armé »<sup>75</sup>) que la seconde (« personne ne peut douter que les attentats comme, par exemple, celui du Nogal<sup>76</sup> soient du terrorisme »<sup>77</sup>).

D'autres auteurs proposent de nouveaux concepts pour définir la situation colombienne. Peter Waldmann, suggère, non sans réserve, pour le cas colombien l'horizon des « guerres anomiques », « infestées de warlords et d'enfants combattants »<sup>78</sup>. Selon Waldmann, le conflit (violence) en Colombie pourrait correspondre à la définition que donne Durkheim de l'« anomie », c'est-à-dire, « un état transitoire de désorganisation dans lequel les sociétés ont renoncé à leurs mécanismes de contrôle de la solidarité mécanique sans avoir généré encore de nouvelles formes de solidarité qui soient en adéquation avec l'ère industrielle »<sup>79</sup>.

Diverses idées pourraient être étudiées pour déterminer dans quelle mesure la situation colombienne correspond à tel ou tel concept. Pour l'heure, il apparaît clairement que la violence en Colombie ne concorde pas absolument avec les catégories suivantes: conflit interne armé, guerre civile ou menace terroriste. Pourtant, l'une ou l'autre ont été utilisées, tour à tour, pour légitimer ou discréditer l'action des groupes armés, obtenir le soutien de la population ou appuyer la politique du gouvernement. La définition de la situation, le concept choisi pour la nommer, est seulement une stratégie, une arme, pour gagner la bataille linguistique et symbolique en Colombie.

---

Entre conflicto armado y amenaza terrorista», *El Tiempo*, Bogotá, 2 de junio de 2005. Disponible sur [www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-1642563](http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-1642563)

<sup>75</sup> *Ibid.*

<sup>76</sup> L'attaque terroriste contre le Club El Nogal de Bogotá a consisté en l'explosion d'une voiture piégée, le 7 février 2003 au sein des installations du club. Le bilan de l'attentat est de 36 tués et plus de 200 blessés. L'enquête policière a attribué l'attentat aux FARC mais celles-ci ne l'ont jamais revendiqué.

<sup>77</sup> Rafael Nieto Loaiza, *Op.cit.*

<sup>78</sup> Peter Waldmann, *Op.cit.*, p. 14

<sup>79</sup> *Ibid.*

# Congrès AFSP Strasbourg 2011

## *Bibliographie*

- « Discours du vice-président de la République et ministre de la Défense, Gustavo Bell Lemus, Forum "Colombia: Una nación en busca de su futuro" », Berlín, 2 de julio de 2002.
- « Discurso "Todos contra el Terrorismo" del vicepresidente, Francisco Santos Calderón, en el segmento de altas personalidades de la 60° sesión de la Comisión de Derechos Humanos de la ONU », Ginebra, Suiza, marzo 16 de 2004.
- « Homicidios en Colombia crecen 16,2% », *Semana*, 4 de mayo de 2010, (en ligne). Disponible sur <http://www.semana.com/noticias-nacion/homicidios-colombia-crecen-162/138457.aspx>
- « La grieta ideológica », *Semana*, Sábado 7 Mayo 2011. Disponible sur <http://www.semana.com/nacion/grieta-ideologica/156288-3.aspx>
- « Palabras del Presidente Uribe en posesión de nuevo Comandante de la FAC », *CNE*, Bogotá, 8 de septiembre del 2003.
- Alberto De la hoz Bohórquez (Germán), *Homicidio Colombia 2010*, Bogotá, Instituto Nacional de Medicina Legal y Ciencias Forenses de Colombia, 2010.
- Chaparro Amaya (Adolfo), « Procesos de subjetivación, conflicto armado y construcción del Estado Nación en Colombia », *Revista Estudios Socio-Jurídicos Universidad del Rosario*, Agosto de 2005, Vol. 7.
- Clausewitz (Carl von), *De la Guerre*, Paris, Les éditions de minuit, 1998.
- Collier (Paul), « Causas económicas de las guerras civiles y sus implicaciones para el diseño de las políticas », *El Malpensante*, Bogotá, No.30, 2001.
- De Currea-Lugo (Víctor) , *Poder y Guerrillas en América Latina : Una Mirada a La Historia Del Guerrillero De a Pie*, Malaga, Sepha, 2007.
- Departamento Nacional de Planeación, *Gobierno y Sector Privado, aliados para un entorno de negocios más competitivo: ¿Cómo va Colombia en competitividad?*, Documento 1 de la Serie Así va la política nacional de competitividad, Marzo 2009.
- Espinosa (Juan), *Diccionario para el pueblo: republicano democrático, moral, político y filosófico*, Lima, 1855.
- Gaviria (José Obdulio), *Sofismas del terrorismo en Colombia*, Editorial Planeta, Bogotá, 2005.
- Herrera Verbel (Eduardo), « Una agresión interna », *El Colombiano*, 14 de mayo de 2004.
- Kaldor (Mary), *New and Old Wars, Organized Violence in a Global Era*, Cambridge, Polity Press, 2001.
- Martin (Gérard), « Violences stratégiques et violences désorganisées dans la région de Urabá en Colombie », *Cultures & Conflits*, no. 24-25, 1997.
- Molano (Alfredo), Ramírez (Constanza), *Análisis socio-jurídico de la justicia en Colombia: la justicia guerrillera*, 1997.
- Nieto Loaiza (Rafael), « El falso dilema. Entre conflicto armado y amenaza terrorista », *El Tiempo*, Bogotá, 2 de junio de 2005. Disponible sur [www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-1642563](http://www.eltiempo.com/archivo/documento/MAM-1642563)

## Congrès AFSP Strasbourg 2011

- Parra (Nelson Enrique), Redacción El Tiempo, « Santos Reconoce que hay conflicto armado; Uribe lo controvierte », *El Tiempo*, 04 de mayo de 2011. Disponible sur [http://www.eltiempo.com/politica/gobierno-reconoceria-que-en-colombia-si-hay-conflicto-armado\\_9275121-4](http://www.eltiempo.com/politica/gobierno-reconoceria-que-en-colombia-si-hay-conflicto-armado_9275121-4)
- Pécaut (Daniel), « De la banalité de la violence à la terreur: le cas colombien », *Cultures & Conflits*, no. 24-25, 1997.
- Pécaut (Daniel), *Orden y violencia: Colombia 1930-1954*, Bogotá, Editorial Siglo XXI, CEREC, 1987.
- Pécaut (Daniel), *Violencia política en Colombia*, Medellín, Hombre Nuevo, Universidad del Valle, 2003.
- Pizarro Leongómez (Eduardo), « No es asunto de semántica: ¿conflicto armado o amenaza terrorista? », *La Estratagema Terrorista : Las razones del Presidente Uribe para no aceptar la existencia de un conflicto armado interno en Colombia*, ed par Botero Campuzano (Libardo), Bogotá, Fundación Centro de Pensamiento Primero Colombia, Fundación Konrad Adenauer Stiftung, 2007.
- Pizarro Leongomez (Eduardo), «Las Farc y el reconocimiento de beligerancia », *El Tiempo*, martes 10 de mayo de 2011.
- PNUD. *Informe sobre Desarrollo Humano 2009. Sobrepasando barreras: movilidad y desarrollo humano*. En <http://hdr.undp.org/es/informes/mundial/idh2009/capitulos/espanol/>
- Ramírez Tobón (William), “Guerra civil en Colombia”, *Análisis Político*, Bogotá, No. 46, IEPRI-Universidad Nacional de Colombia, 2002.
- Rangel Suárez (Alfredo), “Colombia, la guerra irregular en el fin de siglo”, *Análisis Político*, Bogotá, No. 28, IEPRI, Universidad Nacional de Colombia, 1996.
- Rangel Suárez (Alfredo), « El conflicto colombiano : Guerra civil de baja intensidad », *El Tiempo*, Mayo 23 de 2005.
- Restrepo (Luis Carlos), « Debate sobre si hay o no conflicto en Colombia », *El Tiempo*, Octubre 13 de 2004.
- Restrepo (Luis Carlos), « Hacia una política nacional de seguridad y paz » (Fragmento), *El Tiempo*, Bogotá, abril 27 de 2005.
- Rubio (Mauricio), *Crimen e impunidad: Precisiones sobre la violencia*, Bogotá, Tercer Mundo Editores, CEDE, Uniandes, 1999.
- Schindler (Dietrich), “The different types of armed conflicts according to the Geneva conventions and protocols”, *Recueil des Cours*, No. 163, 1979, vol 2.
- Spillmann (Kurt), Spillmann (Kati), “La imagen del enemigo y la escalad de conflictos”, *Revista Internacional de Ciencias Sociales*, No. 127, marzo de 1991.
- Waldmann (Peter), *Guerra civil, terrorismo y anomía: el caso colombiano en un contexto globalizado*, Bogotá, Grupo Editorial Norma, 2006.